

Europe Ecologie : décryptage (fin)

Le 15 août 2009. Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP)

Sommaire

- * Europe Ecologie, en refusant des mesures protectionnistes, se prive de tout moyen d'action
- * Un programme aux ambitions très modestes
- * La « vertitude » ne fait pas un projet politique
- * Une idéologie de diversion

Europe Ecologie, en refusant des mesures protectionnistes, se prive de tout moyen d'action

Qui veut avoir une action écologique efficace et décisive doit préalablement maîtriser l'économie. L'affaire est sérieuse et ne peut laisser place aux approximations et aux gadgets. Le point le plus important, et qui devrait apparaître à tous comme une évidence, est qu'il n'est pas possible de disjoindre la question de l'écologie de la mondialisation et du système capitaliste lui-même. Tout projet qui se prétend écologiste et qui ne pose pas immédiatement le problème en ces termes est une tromperie, une pure opération électoraliste. Car la déréglementation commerciale – autrement dit le développement du libre-échange – est une cause majeure des pollutions et du réchauffement climatique. Beaucoup d'écologistes se laissent pourtant prendre au piège des aberrations du libre-échange qui consistent à séparer les lieux de production des lieux de consommation et des lieux de recyclage des déchets. Les lieux de production sont situés dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre et à faible action environnementale ; les lieux de consommation se trouvent dans les pays où existe une classe moyenne disposant d'un haut niveau de pouvoir d'achat ; les lieux de recyclage ou de stockage des déchets sont dans certains pays pauvres spécialisés dans cette fonction. Le libre-échange est une des premières sources de pollution : premièrement, les transports représentent 55% de la consommation de pétrole dans le monde ; deuxièmement, les délocalisations se font dans des pays à très faible niveau de protection environnementale ; troisièmement, la concurrence internationale empêche de mettre en place des normes contraignantes dans les pays occidentaux. Toute action qui prétend agir sur l'environnement doit donc commencer par préconiser des mesures allant à l'encontre des conséquences dévastatrices du libre-échange. Le M'PEP, pour sa part, évoque un protectionnisme universaliste inspiré de la Charte de La Havane de 1948. Il n'est pas possible, comme le fait Europe Ecologie, d'être partisan du traité de Lisbonne et de préconiser des mesures favorables à l'environnement, puisque le traité de Lisbonne veut encore aller plus loin en matière de libre-échange.

Un programme aux ambitions très modestes

Le programme d'Europe Ecologie est finalement d'une ambition très modeste et décalée par rapport aux enjeux. Il ne contient aucune rupture avec l'ordre actuel et ne propose aucune mutation concrète du système productif pour répondre à la crise. Ceux qui ont voté Europe Ecologie se satisferaient de peu s'ils en restaient là. Seraient-ils prêts à faire alliance avec les classes dirigeantes pour peu que celles-ci gesticulent autour des notions de « capitalisme vert » ou de « croissance verte » ? Une véritable approche écologique nécessite de tarir en premier lieu et progressivement toutes les sources d'atteintes aux écosystèmes (pollution, recul de la biodiversité, réchauffement climatique, OGM...). Il faut de surcroît reconstruire ce qui a été détruit. Pour atteindre ces objectifs, c'est le mode de production capitaliste lui-même qui doit être frappé en son cœur. C'est pourquoi la réflexion sur un socialisme du XXI^e siècle doit s'intensifier, au point même d'évoquer un « éco-socialisme ». L'écologie est incompatible avec le capitalisme et son idéologie du moment, le néolibéralisme. Un véritable écologiste se doit d'être anticapitaliste et antilibéral. C'est pourquoi Europe Ecologie n'a rien d'écologiste.

La « vertitude » ne fait pas un projet politique

Ce n'est pas parce que tous les partis politiques ont repeint – plus ou moins – leurs programmes en vert, ou parce que la liste Europe Ecologie a obtenu un score atypique, que cela fait un projet politique. Hormis le contexte de l'hyper-abstention, le score d'Europe Ecologie s'explique par des raisons de fond et des raisons superficielles. L'électorat qui s'est porté sur la liste Europe Ecologie est particulièrement hétéroclite, il n'a pas la cohérence idéologique suffisante pour constituer une force propulsive qui s'inscrirait durablement dans le paysage politique français. Une grande partie de celui-ci, en effet, est constituée d'électeurs socialistes qui ont voulu donner un avertissement au PS.

Selon l'institut de sondage Opinion Way, sur 100 électeurs qui avaient voté Ségolène Royal à la présidentielle de 2007, 25 ont voté Europe Ecologie. Cet électorat retournera naturellement au PS lors des prochaines élections, sauf, éventuellement, si Europe Ecologie se positionne à gauche. Une autre partie de l'électorat d'Europe Ecologie rassemble des électeurs du centre gauche votant parfois pour le MoDem. Toujours selon Opinion Way, sur 100 électeurs ayant voté François Bayrou à la présidentielle de 2007, 19 ont voté Europe Ecologie. Cet électorat peut se sédimentariser chez les écologistes si ces derniers restent sur un positionnement « ni droite, ni gauche ». Au total, il sera difficile à Europe Ecologie de conserver à la fois les électeurs venant du PS et ceux venant du MoDem. L'électorat de la liste Europe Ecologie comprend aussi quelques altermondialistes égarés. Vont-ils suivre José Bové quand celui-ci déclare « être pour ou contre le traité de Lisbonne, ce n'est plus la question. Dans la situation de crise actuelle, il faut se rassembler » (L'Humanité, 14 avril 2009), ou vont-ils rester fidèles et cohérents avec leurs engagements altermondialistes qui sont, par nature, antilibéraux ?

Selon Cécile Dufлот, secrétaire nationale des Verts, l'objectif est désormais de construire « une nouvelle force dépassant les clivages traditionnels ». D'après Jean-Paul Besset, ancien adjoint de Nicolas Hulot et nouveau député européen, « il n'y a plus d'alliés naturels mais des alliés potentiels qui doivent rejoindre les solutions écolos ». Ou encore pour Yannick Jadot, ancien directeur des campagnes de Greenpeace France, député européen élu dans l'ouest, « ni libéral, ni productiviste, on se situe à équidistance du Front de gauche, du PS et du MoDem ». Les Verts, qui avaient déclaré se positionner à gauche se retrouvent ainsi dans la posture stérile du « ni droite, ni gauche » et risquent de retomber dans leurs ornières du passé. L'élection européenne, qui ne comporte qu'un tour, était la plus favorable pour Europe Ecologie. Il en sera tout autrement des élections législatives qui se déroulent dans des circonscriptions et à deux tours. Dans ce cadre, Europe Ecologie n'a aucune chance d'avoir des élus en restant seule : il faudra passer des alliances. Le faire avec le MoDem est la garantie de l'échec. Il ne reste que le PS ! Mais pour que le PS accepte un accord de désistements réciproques avec Europe Ecologie, ou même de ne pas présenter de

candidats dans certaines circonscriptions aux législatives pour garantir quelques députés aux écologistes, il faudra que Europe Ecologie accepte aussi de collaborer lors des élections régionales de 2010...

Une idéologie de diversion

Les classes sociales sensibles à l'idéologie de la liste Europe Ecologie restent assez étroites. En tout état de cause, elles ne peuvent à aucun moment envisager d'être hégémoniques. Il s'agit d'une partie des classes moyennes qui ont voté pour Europe Ecologie (32% des cadres et professions intellectuelles selon TNS Sofres). Le soubassement idéologique d'Europe Ecologie résulte de l'articulation de trois thèmes : la libéralisation des mœurs ; l'europhisme ; une obsession climatique. La libéralisation des mœurs (le « libéralisme culturel ») est à certains écologistes ce que la libéralisation économique est aux néolibéraux. Dans les deux cas ce sont des excès qui conduisent à des crises. C'est pourquoi cette idéologie est souvent qualifiée de « libérale-libertaire », car elle singe le libéralisme en l'appliquant au domaine des mœurs. Même si elle concerne une certaine masse de la population, il semble illusoire de penser que celle-ci peut aller bien au-delà de son étiage actuel, elle a probablement atteint son plafond. L'europhisme sur lequel s'appuie la liste Europe Ecologie est une idéologie en régression. Il n'est électoralement plus payant, désormais, de s'appuyer sur le mythe européen. De ce côté-là, le mouvement Europe Ecologie a peu de chances de progresser. Néanmoins, des électeurs – et pas seulement à Europe Ecologie – peuvent croire que l'Union européenne est l'échelon pertinent pour agir en faveur de l'environnement. Ils se trompent. D'une part, l'Union européenne et la grande majorité des pays qui la composent, sont d'inspiration néolibérale, hostile à toute intervention de l'Etat. Or une intervention massive de l'Etat est nécessaire pour résoudre les problèmes écologiques. D'autre part, l'Union européenne ne dispose d'aucun instrument pour agir efficacement en matière de lutte pour l'environnement, les traités l'interdisent. Ceux des électeurs d'Europe Ecologie qui ont aimé la petite musique de José Bové et Daniel Cohn-Bendit critiquant les attitudes « franco-françaises » devraient déchanter : c'est à l'échelon national et par l'intervention des Etats qu'il sera possible de lutter contre le réchauffement climatique ! En revanche, l'obsession climatique peut avoir un certain avenir si la liste Europe Ecologie continue d'appliquer au climat ce que le sarkozysme a appliqué à la sécurité. Il ne s'agit pas ici, pour le M'PEP, de nier l'ampleur du défi climatique. Il s'agit de dénoncer les instrumentalisation politiciennes et les diversions faites autour de ce thème. L'obsession sécuritaire et la politique de la peur menées par Sarkozy ont donné d'excellents résultats électoraux à la droite. L'obsession climatique va-t-elle devenir une nouvelle version de la politique de la peur au profit électoral de certains écologistes peu scrupuleux ? Va-t-elle nous conduire à larmoyer sur les bébés phoques et à ignorer la misère des chômeurs ? Cette idéologie peut avoir un certain succès si la question écologique reste dépolitisée (« ni droite, ni gauche »). Car rien n'est plus simple, consensuel et positif que de « vouloir sauver la planète ». Tous les enfants de dix ans y sont favorables. Qui pourrait être contre ? Cette « évidence » est un puissant facteur de dépolitisation qui peut créer l'illusion dans une partie de la population. Pour ceux qui veulent aller au-delà de ces bons sentiments, il faudra reconnaître qu'un programme authentiquement écologiste sera tout sauf consensuel. C'est-à-dire l'exact opposé de ce que préconise Europe Ecologie.

On observera que les grands médias, en particulier les journaux Le Monde et Libération, ont fait campagne en faveur d'Europe Ecologie. Au point d'écrire souvent des sottises, comme Eric Fottorino, directeur du directoire du Monde (Le Monde, 10 juin 2009) qui explique dans un éditorial, le plus sérieusement du monde et même de manière sentencieuse, que « cette élection européenne a marqué l'avènement électoral, dans notre pays, de l'écologie politique ». Encore plus fort, celle-ci apparaît « comme une alternative aux modes de création de richesses hérités de l'âge postindustriel » ! C'est une preuve de cette diversion idéologique ! Comme le dit Malakine (« poliblog indépendant ») « aujourd'hui le "changement climatique" est dans le rôle de la peste brune d'hier, un ennemi providentiel qui fait tout passer au second plan tant il est effrayant ». L'écologisme d'Europe Ecologie peut conduire à justifier finalement la crise non par les méfaits du capitalisme, mais par les méfaits des travailleurs et des consommateurs. Dès lors, si cet écologisme devait persister, les licenciements ne seraient-ils pas vécus par certains comme des mesures heureuses qui ralentiraient la pollution ? La pression sur les salaires ne serait-elle pas une bonne chose puisqu'elle freinerait la consommation ? Avec de telles conceptions, dont certains ne sont pas loin, la solution à la crise porterait alors simplement sur la somme des petits actes individuels de la vie quotidienne (il ne faut pas pour autant renoncer à ces actes !). La crise financière actuelle, qui est devenue une crise globale, témoigne de l'échec et de l'épuisement de l'idéologie néolibérale (la mondialisation). Celle-ci avait été mise en place par les classes dirigeantes au tournant des années 70 et 80 dans le but de rediscipliner le salariat et les pays pauvres qui avaient réussi, par leurs luttes, à faire baisser les profits. En inventant la mondialisation, les classes dirigeantes ont pu réorganiser le travail à l'échelle planétaire pour redresser les profits. L'objectif a été atteint au-delà de toutes les espérances. Crises et orgies de spéculations se sont multipliées. Mais à quel prix ! Ces politiques de mondialisation (le néolibéralisme) sont la cause directe et principale du réchauffement climatique. Les populations commencent à en prendre conscience. Les classes dirigeantes ont donc besoin d'une idéologie de rechange, pour remplacer le néolibéralisme. Ils cherchent. Ils n'ont pas encore fait leur choix. Ils testent. Mais ce qui est certain, c'est que le thème du réchauffement climatique est du pain béni. Sur un sujet désormais aussi consensuel, les classes dirigeantes espèrent éviter d'être mises en cause en prenant la tête de toute une série de gesticulations sur le sujet. Des personnages comme Daniel Cohn-Bendit sont alors particulièrement utiles puisqu'ils font tout pour éviter de mettre en cause le capitalisme. C'est pourquoi elles lui donnent un petit coup de pouce médiatique... Le programme d'Europe Ecologie, contradictoire avec le traité de Lisbonne sur certains points, est donc un leurre, sinon une imposture, un véritable cul-de-sac, puisqu'il est totalement inapplicable dans les conditions actuelles du fonctionnement des institutions de l'Union européenne.

La réaction de la députée Martine Billard, qui démissionne du parti des Verts pour rejoindre le Parti de Gauche, sanctionne ce virage écolo-libéral. Malheureusement, bien des membres des Verts, sincèrement antilibéraux, se font encore duper par la stratégie « ni droite ni gauche » imposée par Daniel Cohn-Bendit contre une majorité de militants. Combien de temps accepteront-ils de sacrifier leur intégrité politique pour obtenir des scores importants certes, mais sans doute éphémères faute de cohérence dans le programme des écologistes ? Le M'PEP a choisi d'agir pour contribuer à repolitiser les citoyens et de ne pas se laisser bernier par des promesses qui n'auront aucun lendemain. Pour celles et ceux qui aspirent à un réel renouveau, trois actions sont essentielles : contribuer à la construction d'une grande force politique de gauche qui doit impérativement prendre en compte à la fois l'urgence sociale et l'urgence environnementale ; placer la souveraineté populaire au centre du débat politique, que ce soit à l'échelle nationale ou européenne ; sortir de l'eurolibéralisme, car l'ensemble des traités européens empêchent de mener des politiques de gauche.